

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois. 12 f.
Six mois. 23
Un an. 44

L'abonnement continue, sauf avis contraire

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1 ; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place ; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée. A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bullier et Cie, place de la Bourse, 8 ; A BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT : J. HENRI

Le Nord de la France :

Trois mois. 15 f.
Six mois. 28
Un an. 52

ANNONCES : 15 centimes la ligne.
RÉCLAMES : 25 centimes.
— On traite à forfait. —

ROUBAIX, 20 MARS 1871

Voir aux dernières nouvelles.

Dépêche télégraphique

Service particulier du Journal de Roubaix.

Versailles, 19 mars.

Le président du Conseil du gouvernement, chef du pouvoir exécutif, aux préfets.

Le gouvernement tout entier est réuni à Versailles. L'Assemblée s'y réunit également.

L'armée, au nombre de 40,000 hommes, s'y est concentrée en bon ordre sous le commandement du général Vinoy.

Toutes les autorités, tous les chefs de l'armée y sont arrivés.

Les autorités civiles et militaires des départements n'exécuteront d'autres ordres que ceux du gouvernement légal résidant à Versailles, sous peine d'être considérées comme en état de forfaiture.

Les membres de l'Assemblée nationale sont invités à accélérer leur retour pour être tous présents à la séance du 20 mars.

Pour copie conforme : Le préfet du Nord par intérim, A. BARON.

ÉVÉNEMENTS DE PARIS

Au moment où le gouvernement adressait à la population parisienne un appel à l'ordre et à la conciliation, le parti des exaltés, des ingouvernables, a réussi à nous précipiter dans la guerre civile. Des événements graves se sont malheureusement produits et les dernières nouvelles que nous recevons, viennent confirmer les excès et les crimes commis par une partie de la population parisienne. Un télégramme de l'agence Havas nous avait annoncé hier l'arrestation des généraux Vinoy, Clément Thomas et Lecomte. Plus tard, une seconde dépêche nous annonçait que les insurgés de Montmartre avaient fusillé, sans qu'on sache pourquoi, les généraux Lecomte et Clément Thomas, qu'une foule ignoble avait souffletés et outragés.

Nous n'avons pas osé publier ces télégrammes avant d'en recevoir la confirmation officielle. Aujourd'hui même, malgré les affirmations des journaux, nous voulons encore douter.

Ce que veulent les insurgés, nul ne pourrait le dire ; eux-mêmes l'ignorent sans doute, car ils ne font qu'obéir stupidement aux ordres donnés par des chefs audacieux, organisateurs de la révolte. — Que fera le gouvernement ? Parviendra-t-il à rétablir promptement l'ordre et à faire respecter le pouvoir qu'il tient du pays ? Il faut que nous puissions compter sur son énergie, il faut enfin qu'on en finisse avec ceux qui se mettent en révolte contre les lois, contre la société. — J. R.

Correspondance particulière du Journal de Roubaix.

Paris, 18 mars.

La situation de Paris est très-grave, et, s'il convient de ne pas en exagérer les dangers, il faut aussi ne pas les dissimuler.

L'Assemblée nationale devant tenir séance lundi prochain, le gouvernement voulait se présenter devant elle avec un résultat obtenu, c'est-à-dire lui annoncer que l'ordre était rétabli dans Paris, et que l'insurrection de Montmartre avait pris fin. Des ordres avaient été en effet donnés hier soir pour que cette nuit tous les abords de la Butte Montmartre fussent cernés par la troupe régulière. Vers minuit, en effet, des forces considérables, munies d'artillerie furent envoyées dans cette direction : on dit qu'elles s'élevaient à 20,000 hommes.

Que se passa-t-il ensuite ? nous ne recueillons que les renseignements les plus contradictoires, au milieu desquels il est absolument impossible de discerner la vérité. Par conséquent je ne puis vous rapporter que des on-dit.

Des sept heures du matin, le rappel était battu dans tous les quartiers. A neuf heures quelques petits groupes se formaient sur le boulevard Montmartre, où les uns affirmaient que tout se passait bien, que les troupes avaient facilement pris possession des canons qui étaient dirigés vers les parcs d'artillerie, que la ligne et la garde nationale fraternisaient et que tous avaient mis les crosses en l'air. Les autres étaient beaucoup moins rassurants : ils racontaient que le 88^e de ligne avait passé du côté des gardeurs de canons, qu'un officier supérieur, un colonel, fait prisonnier, était enfermé au Château rouge ; que sur la place Pigalle ils avaient vu un capitaine, ou un commandant de chasseurs trapper d'un coup de sabre un garde national qui tenait la bride de son cheval, et qu'il avait été tué d'un coup de revolver qu'avait tiré un autre garde national.

D'autres disaient que les gendarmes avaient fait feu sur la foule après les sommations ordinaires, et que finalement les troupes envoyées pour cerner la Butte Montmartre avaient livré leurs propres canons qui avaient été rejoints les autres.

En somme, à une heure on ne connaît pas encore la vérité sur les faits qui se sont passés à Montmartre. On bat le rappel sur les boulevards et dans les rues ; mais il est facile de voir que les gardes nationaux ne s'empresment pas d'y répondre. C'est à ce moment qu'on voit passer sur les boulevards un peloton de cavaliers qui avaient été envoyés avec des chevaux tout harnachés pour ramener les canons et qui selon l'expression que j'ai entendue auprès de moi, revenaient bredouillés. La foule les salue du cri de : Vive la République ! et ils répondent en agitant leurs képis.

La proclamation du gouvernement a été affichée de bonne heure sur tous les murs. Comme vous devez bien le penser, elle est très-diversement interprétée.

Les uns la trouvent très-habile, les autres la jugent très-maladroite et exagérant l'importance de ce qui se passe à Montmartre.

Quant à l'affaire des canons, elle est assez embrouillée et il serait bien difficile de dire ce qu'il y a au fond. S'il ne s'était agi que de déplacer les canons, de les placer dans des parcs d'artillerie et d'en confier la surveillance à la garde nationale, les choses eussent pu s'arranger à l'amiable, et la garde nationale convaincue qu'on ne voulait pas lui prendre les canons pour les remettre aux Prussiens ou pour les tourner contre elle-même, aurait consenti à leur translation dans un lieu convenu. Mais est-il bien certain que les canons eussent été rendus dans ces conditions ? C'est ce que nous n'oserions pas affirmer. Aussi avant de blâmer le gouvernement d'avoir songé à recourir à la force, faut-il savoir s'il n'a pas épuisé les autres moyens de solution.

Maintenant, s'il est vrai que le gouvernement ne peut pas compter sur les troupes pour faire exécuter les mesures qu'il ordonne, la situation pourrait prendre une tournure alarmante du jour au lendemain.

Ce qui seul peut nous rassurer, c'est le sentiment très-accentué de la majorité de la population parisienne qui ne veut pas de la guerre civile et qui comprend que tous ces scandales empêchent la reprise du travail.

On faisait déjà courir le bruit ce matin que les Prussiens se rapprochaient de Paris. Je ne sais sur quoi l'on fondait ce bruit ; mais je puis vous affirmer que cette idée de l'éventualité du retour des Prussiens faisait bondir le cœur des Parisiens, quelque absurde qu'elle parût à la plupart.

Le maintien du général Vinoy à la tête de l'armée de Paris n'est pas agréable à une portion considérable de la population, et la nomination du général d'Aurelle de Paladines est passionnément discutée par la garde nationale elle-même.

On assure que la tentative faite par ordre de l'autorité militaire pour reprendre les canons de la butte Montmartre, a complètement échoué, la troupe ayant fraternisé avec le peuple et avec la garde nationale. 10 ou 12 hommes ont été tués par une décharge de la gendarmerie. Le général Comte ou Lecomte serait prisonnier.

Une manifestation a été faite devant l'Hôtel-de-Ville par des lignards et des gardes nationaux mélangés, qui avaient tous mis la croix en l'air.

Tous les maires de Paris se sont réunis à 2 heures au ministère de l'intérieur ; on dit que le gouvernement serait disposé à accepter la proposition qui serait faite par plusieurs d'entre eux, de convoquer les électeurs à bref délai pour nommer un Conseil municipal qui serait chargé d'administrer la ville ; ce serait la mise en pratique de cette parole de M. E. Picard : « Paris appartient aux Parisiens. »

CH. CAROT.

PROCLAMATIONS

A LA GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

Le gouvernement vous appelle à défendre votre cité, vos foyers, vos familles, vos propriétés.

Quelques hommes égarés, se mettant au-dessus des lois, n'obéissent qu'à des chefs occultes, dirigent contre Paris les canons qui avaient été soustraits aux Prussiens. Ils résistent par la force à la garde nationale et à l'armée.

Voulez-vous le souffrir ? Voulez-vous, sous les yeux de l'étranger, prêt à profiter de nos discordes, abandonner Paris à la sédition ?

Si vous ne l'éteufiez pas dans son germe, c'en est fait de République et peut-être de la France !

Vous avez leur sort entre vos mains. Le gouvernement a voulu que vos armes vous fussent laissées.

Saisissez-les avec résolution pour rétablir le régime des lois, sauvez la République de l'anarchie, qui serait sa perte. Groupez-vous autour de vos chefs : c'est le seul moyen d'échapper à la ruine et à la domination de l'étranger. — D'Aurelle.

Paris, le 18 mars 1871.

Voici la seconde proclamation que le Gouvernement a adressé aux gardes nationaux de Paris.

« On répand le bruit absurde que le Gouvernement prépare un coup d'État. »

« Le Gouvernement de la République n'a et ne peut avoir d'autre but que le salut de la République. »

« Les mesures qu'il a prises étaient indispensables au maintien de l'ordre ; il a voulu et il veut en finir avec un comité insurrectionnel, dont les membres inconus presque tous à l'opinion, ne représentent que les doctrines communistes et mettraient Paris au pillage et la France à tombeau, si la garde nationale et l'armée ne se levaient pour défendre d'un commun accord, la Patrie et la République. »

Paris, le 18 mars 1871.

Thiers, Dufaure, Picard, Jules Simon, Pouyer-Quertier, le général Le Flo, amiral Pothuan, Lambrecht, de Larcy.

Extrait du Moniteur Universel :

L'agitation dont la redoute de Montmartre menaçait Paris depuis trop longtemps déjà, s'est manifestée ce matin au lever du soleil, où plutôt du brouillard, car la ville était enveloppée d'un épais nuage noir, comme si elle eût voulu cacher aux Prussiens qui garnissent encore ses environs les coupables désordres dont elle allait être le théâtre.

Depuis l'affaire des Prussiens détenus au comité central dont nous avons raconté les détails, depuis l'affaire de la place des Vosges, qui s'est produite hier matin, on sentait que l'autorité militaire était décidée à faire acte de répression envers la fraction de la garde nationale qui s'intitule garde nationale fédérative.

Or, cette nuit, à deux heures et quart, M. Thiers étant averti de l'attaque qui allait être tentée, un officier d'état-major se rendit au Palais de l'Industrie, pour faire prendre les armes aux troupes qui s'y trouvaient cantonnées.

La même consigne fut transmise dans les différents campements militaires, et les ré-

giments se dirigèrent vers les buttes Montmartre, La Villette, et Belleville.

A quatre heures, les 120^e et 135^e de ligne arrivaient à la Villette, suivis d'une batterie d'artillerie.

Aussitôt, le rappel, l'assemblée, la générale étaient battus dans les différents quartiers et une vive fusillade s'engageait entre les gardes nationaux insurgés et la troupe.

Il n'y eut que quelques blessés. A la même heure, la fusillade est engagée aux buttes Montmartre, la batterie du Moulin de la Galette est prise, les gardes nationaux qui s'en étaient attribués la garde, déposent leurs armes et leurs munitions.

Pendant ce temps, la place de la mairie de Belleville et les buttes Chaumont sont occupées sans résistance par la troupe, commandée par le général de La Moron. Quelques coups de fusils sont échangés sans résultat.

A six heures un quart, un coup de canon retentit sur les hauteurs de Montmartre ; il est suivi de plusieurs autres.

Ces détonations produisent sur la foule déjà grande sur les boulevards extérieurs une impression de profond étonnement. Un gardien de la paix reconnu est maltraité.

Les éphémères de « Prussiens, lâches, sont données à profusion aux soldats qui cernent Montmartre.

A Ménilmontant, les 24^e et 64^e de ligne sont rangés en bataille.

Il en est de même du 45^e, au boulevard Pœble.

Toutes les boutiques sont fermées ; la foule est nombreuse, partout le rappel est battu ; les femmes, en majorité, excitent les gardes nationaux à la révolte, et s'écrient : Il faut nous réunir et entraîner la troupe avec nous !

L'agitation est grande au club de la Marseillaise, où des membres du comité délégué.

A sept heures et demie, un général suivi de son état-major passe sur la place Saint-Michel, où l'autorité militaire a fait placer des mitrailleuses.

Le général est accueilli par les cris de : Vive la République !

Il répond : « Je la veux comme vous la République, et je la veux la défendre parce que je la veux honnête. »

Huit heures. — Par ordre d'un général, le drapeau rouge qui flottait au-dessus de la Bastille est enlevé par un pompier.

La foule est considérable sur ce point, et dans le faubourg Saint-Antoine coque.

Neuf heures. — Le centre de l'animation est toujours à Montmartre.

On vient de faire prisonniers les membres du comité siègeant rue des Rosiers.

A huit heures trente minutes, une barricade est élevée dans la rue Godefroy, près la place d'Italie.

Environ quatre cents prisonniers sont faits par la troupe.

On élève une nouvelle barricade rue des Panoyaux, à Ménilmontant.

La garde républicaine, occupe la place de la Bastille.

Les chasseurs à pied arrivent à Montmartre vers deux heures et quart : nouveaux coups de fusils.

Le Luxembourg est toujours occupé militairement ; la proclamation du gouvernement est arrachée dans les quartiers agités. Deux barricades se dressent devant la salle de la Marseillaise.

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX. DU 21 MARS 1871.

— 42 —

LES DAMNÉS DE L'INDE

PAR MERY

DEUXIÈME PARTIE

XVI

SUITE

— Votre œuvre est faite, monsieur le comte, reprit Aurore sans lever les yeux, tout ce qu'une noble épée pouvait accomplir est accompli.

Cette allusion timide, mais claire, à l'attaque de Timor, releva un peu le courage de Raymond.

— Madame, dit-il, par droit d'aïnesse, la charrue est plus noble que l'épée. Je

puis donc travailler au défrichement sans déroger.

— La maîtresse d'un chantier, dit Aurore, ne refusera jamais les services d'un ouvrier intelligent et dévoué.

— Alors, madame, l'ouvrier dévoué attend le geste qui lui désignera sa place.

— En attendant, prenez celle-ci, dit Aurore en désignant un siège de gazon. Veuillez bien vous asseoir à côté de ma fille Augusta.

Raymond n'attendit pas une seconde invitation.

Aurore prit une corbeille pleine de paille de Manille, et dit :

— Voici un travail pour des mains de gentilhomme.

— Mais nous avons tous fait de la broderie à Versailles, dit le comte d'un ton qui ne voulait pas paraître joyeux.

— Alors, reprit Aurore, vous trouverez le métier plus facile. C'est de la broderie en paille. Ma fille Augusta est très-habile ouvrière en ce genre. Elle va vous donner les premières leçons.

— Croyez-vous, madame, que nos amis me permettront de travailler la paille quand ils travaillent la terre ?

— Nos amis ne vous permettront jamais de travailler avec eux, dit Aurore avec fermeté ; nos amis savent tout ce que vous avez fait pour moi et pour cette colonie naissante : ils ne vous demanderont rien de plus.

Et donnant un coup léger sur le bras d'Augusta, elle ajouta :

— Allons ! ma fille, donnez une pre-

mière leçon à monsieur le comte. Il faut que l'écolier vous fasse honneur.

Quoique le ton de cet entretien fut léger, personne n'osait hasarder un sourire. Le sérieux du deuil et du respect était encore empreint sur tous les visages. Toutefois, un observateur aurait remarqué une imperceptible tendance vers la transition qui sépare la dernière larme du premier rayonnement.

Les grandes douleurs ont leur progression ascendante et descendante, et c'est fort heureux pour notre humanité toujours destinée à souffrir. Il faut que le cœur se repose pour élaborer de nouvelles larmes qui ne peuvent manquer de trouver leur emploi.

Augusta prit dans ses petites mains d'ivoire les mains de Raymond pour les façonner au mécanisme du travail, et parut satisfaite des dispositions de son élève.

Pendant cette leçon élémentaire, l'entretien continuait :

— Il faut que je remercie le capitaine Surcouf au nom de tous nos amis, dit Aurore ; il nous a fait des présents comme un roi de l'Inde. Le tabac et la paille de Manille ne pouvaient arriver plus à propos. J'ai rendu tous ces braves gens heureux avec du tabac, et j'ai gardé la paille de Manille pour les doigts délicats. Quant aux étoffes de toute espèce, elles nous seront plus utiles encore. Tant que ces pauvres Damnés ne se verront pas convenablement vêtus, ils se croiront toujours sauvages. L'habit fait l'homme.

— C'est parfaitement juste ! dit Raymond qui resuscitait.

— Croyez-vous, monsieur le comte, reprit Aurore, que le capitaine Surcouf nous rendra bientôt une visite de quelques instants ?

— Je ne le pense pas, madame.

— Et la raison ?

A cette demande, tirée à brûle-pourpoint, le comte affecta d'embrouiller ses doigts dans une gerbe de paille de Manille et chercha une réponse acceptable.

Augusta aidait naïvement son élève dans son travail.

Aurore renouvela sa question sur un ton plus impératif.

— La raison... la raison dit le comte plus embrouillé que sa main, c'est que Surcouf... on peut parler sans crainte ici, n'est-ce pas ?

Aurore regarda fixement le comte et répondit :

— Personne ne comprend le français, excepté nous.

— Alors, madame, je vous dirai que Surcouf ne veut pas brouiller votre colonie naissante avec quelque puissance ennemie. Nous devons être neutres, nous ; si nous étions soupçonnés d'entretenir des intelligences avec Surcouf, il pourrait nous arriver malheur. Le capitaine Surcouf, tout brave qu'il est, est le plus prudent des hommes lorsqu'il s'agit de ne pas compromettre la vie ou les intérêts de ses amis.

Raymond s'applaudit d'avoir trouvé

quelque chose qui ressemble à une bonne raison.

— Oui, dit Aurore, je comprends sa scrupule ; il est honorable, et je reconnais bien la prudence du vrai courage. Je reconnais Surcouf... Mais on peut lui écrire... vous lui écrivez sans doute, comte Raymond !

— Oui, madame, à un port neutre où à un port libre... à Chérifon ou à Kalima.

— Lui écrivez-vous bientôt ?

— A la première occasion, madame.

— Oh ! je vous trouverai facilement un facteur dans cette troupe ; ils savent tous le chemin de Kalima. Vous me permettez d'ajouter quelques lignes à votre lettre ?

Le comte fit un signe d'assentiment ; il venait d'apercevoir Paul qui s'avançait avec une nonchalance indolente et faisait courir sa main droite sur ses yeux, comme un homme qui doute de ce qu'il voit.

Paul salua les trois femmes, et se donna un peu d'assurance ; il prit le ton d'un agent rapporteur et dit :

— Madame la comtesse, le défrichement du sud sera terminé demain. La saison est bonne pour les semailles ; nous pourrons ouvrir la rizière à la nouvelle lune. Les mariers de Chine s'annoncent bien ; j'ai fait entourer leurs pieds d'une petite flaque d'eau pour les préserver des insectes. Nos cañons sont en plein rapport et nous donneront le grain comparable à celui de Bourbon.